



**Rapport de la délégation parlementaire canadienne
concernant la visite bilatérale dans la région des Caraïbes,
des Amériques et de l'Atlantique République de Trinité-et-
Tobago**

**Section canadienne de l'Association parlementaire du
Commonwealth (APC)**

**Port d'Espagne, Trinité-et-Tobago
Du 19 au 24 février 2011**

Rapport

Une délégation de la Section canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth a effectué une visite à la République de Trinité-et-Tobago du 19 au 24 février 2011. La délégation représentant la Section canadienne était composée des personnes suivantes :

- M. Russ Hiebert, député, président de la Section canadienne, chef de la délégation;
- l'honorable Elizabeth Hubley, sénatrice;
- l'honorable Donald Plett, sénateur;
- M. Merv Tweed, député;
- M. Jim Maloway, député.

Le secrétaire de la Section par intérim, Philippe Méla, accompagnait également la délégation.

La visite à Trinité-et-Tobago visait notamment à :

- accroître la collaboration entre les sections de la région des Caraïbes, des Amériques et de l'Atlantique et la Section canadienne de l'APC;
- tenir des rencontres bilatérales et multilatérales avec plusieurs sections de la région des Caraïbes, des Amériques et de l'Atlantique au Secrétariat régional de port d'Espagne;
- travailler de concert à la modernisation de l'APC, qui célèbre son centième anniversaire;
- examiner les méthodes de renforcement de la démocratie dans l'ensemble du Commonwealth;
- accroître les relations commerciales;
- évaluer le rôle de la Communauté des Caraïbes (Caricom) dans l'amélioration des partenariats commerciaux de la région;
- examiner les stratégies de relance économique à la suite d'un ralentissement;
- établir des stratégies visant les questions bilatérales, notamment la migration, l'éducation, la santé, l'énergie et les services financiers;
- partager des pratiques exemplaires ayant trait aux gouvernements de coalition et aux parlements minoritaires.

A. Rencontre avec les représentants de la Chambre d'assemblée de Tobago

La délégation, qui s'est réunie à Trinité-et-Tobago pour discuter de ces questions, a d'abord rencontré les représentants de la Chambre d'assemblée de Tobago (CAT).

La Chambre d'assemblée de Tobago (CAT) est l'organisme gouvernemental local responsable de l'île de Tobago, située dans l'État de Trinité-et-Tobago, qui est composé de deux îles. La CAT a été mise sur pied en 1980 pour corriger certaines lacunes au niveau de la relation entre les deux îles, mais un organe portant le même nom était en place entre 1768 et 1874. En plus d'exercer les fonctions normales d'un gouvernement local, la CAT assume un grand nombre des responsabilités du gouvernement central, mais n'a pas le pouvoir de percevoir les impôts ou d'imposer des lois locales ou des règlements de zonage. La CAT est formée d'un président, de douze membres élus et de quatre conseillers désignés. Trois des conseillers sont nommés sur avis du secrétaire général et le quatrième, sur avis du chef du parti minoritaire. Le secrétaire général est le chef du parti majoritaire de l'assemblée. Orville London, secrétaire général, l'honorable Ann Mitchell-Gift, présidente, Ashworth Jack, chef du parti minoritaire, et sept autres représentants de la CAT ont rencontré la délégation canadienne.

La discussion a principalement porté sur la façon d'améliorer les relations entre le Canada et Trinité-et-Tobago en ce qui touche l'exploration pétrolière et gazière, le développement des industries pharmaceutiques, le secteur agroalimentaire, les technologies de l'information et le tourisme. M. London a indiqué que le marché touristique canadien vaut la peine d'être exploré, car les Canadiens n'hésitent pas à parcourir de longues distances lorsqu'ils partent en vacances. Cependant, il a fait remarquer que seulement 7 000 Canadiens environ passent leurs vacances à Trinité-et-Tobago, alors que 700 000 vont en République dominicaine et un million, à Cuba.

La délégation canadienne a signalé qu'il serait probablement plus facile pour les Canadiens de visiter Trinité-et-Tobago s'il y avait davantage de vols directs en partance d'autres villes que Toronto, par exemple, de Calgary ou d'Edmonton peut-être. De nombreuses personnes à Winnipeg sont originaires du Guyana et de Trinité, mais ne peuvent malheureusement pas visiter les membres de leur famille régulièrement en raison de la durée du vol pour se rendre à Trinité et des coûts associés au voyage. À titre de solution, on a proposé au gouvernement de Trinité-et-Tobago de tenter de conclure des ententes avec des compagnies aériennes ou des compagnies de nolisés pour faire du pays une destination plus attrayante pour les voyageurs sur le plan économique. De plus, le gouvernement devrait promouvoir Trinité-et-Tobago comme une destination sécuritaire, puisque la sécurité est de plus en plus prise en compte par les voyageurs lors de la sélection d'une destination. En plus de cibler les voyageurs de courte durée, le pays pourrait également tirer parti du marché des « retraités migrants ».

Pour ce qui est du financement de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), les membres de la CAT ont mentionné que l'ACDI devrait, selon eux, considérer Tobago comme une région en soi, distincte de Trinité, afin d'obtenir un financement plus substantiel, car l'ensemble de la République de Trinité-et-Tobago pourrait avoir dépassé le niveau de contribution maximal.

À la fin de la discussion, les membres de la CAT ont demandé si la délégation canadienne pouvait désigner une personne-ressource chargée des questions propres à Trinité-et-Tobago, quelqu'un qui pourrait communiquer les messages de la CAT au gouvernement du Canada. M. Merv Tweed a accepté d'agir à ce titre.

B. Rencontre avec les représentants du Haut-Commissariat du Canada à la République de Trinité-et-Tobago

Les délégués ont rencontré Son Excellence Karen McDonald, haute-commissaire du Canada à la République de Trinité-et-Tobago. Après avoir passé en revue les résultats des dernières élections générales lors desquelles le parti au pouvoir, soit le Mouvement national populaire, a été défait par une coalition de quatre partis nommée le Partenariat du peuple à la suite d'une campagne électorale fondée sur le changement, la transparence, la modification des lois criminelles et l'élargissement du programme de soins aux enfants, la délégation a discuté de divers autres sujets avec les représentants du Haut-Commissariat.

En ce qui a trait à la sécurité, on a indiqué que plus de 480 meurtres ont été commis à Trinité-et-Tobago en 2009, liés pour la plupart au commerce de la drogue. En fait, la plus courte distance entre le Venezuela et Trinité est de 10 km seulement, et une grande quantité de drogues de la Colombie arrivent sur les rives de Trinité en provenance du Venezuela. Il est très difficile de contrôler et d'intercepter les petites embarcations rapides utilisées pour faire entrer les drogues à Trinité, qui sont ensuite chargées dans de plus grands bateaux et acheminées vers l'Europe, les États-Unis et le Canada. Malgré le taux de criminalité élevé, aucun incident visant un étranger vivant à Trinité-et-Tobago ou un touriste n'a été signalé jusqu'à maintenant, mis à part un cambriolage à domicile lors duquel une citoyenne britannique a été gravement battue par ses assaillants. Le gouvernement de Trinité-et-Tobago a fait de la lutte contre la drogue une de ses priorités et a embauché un nouveau commissaire et un nouveau sous-commissaire de police, tous deux anciens agents de la GRC.

En 2003, le gouvernement de Trinité-et-Tobago a créé la Special Anti-Crime Unit of Trinidad and Tobago (SAUTT) pour appuyer toutes les forces de sécurité dans leur fonction de lutte contre la criminalité. Depuis, certains ont allégué que des membres de la SAUTT et de la Special Intelligence Agency se livraient à des activités illégales, et le nouveau gouvernement a donc décidé de démanteler la SAUTT et de la remplacer par la Strategic Service Agency.

L'économie de Trinité-et-Tobago, petit producteur de pétrole et de gaz, a souffert de la crise financière en raison de la baisse du prix du pétrole et du gaz qu'elle a entraînée. De plus, Trinité-et-Tobago ne fait pas partie de Petrocaribe, alliance pétrolière caribéenne lancée en juin 2005 avec le Venezuela pour permettre l'achat de pétrole selon des conditions de paiements préférentiels. En vertu du système de paiement, les quelques pays concernés peuvent acheter du pétrole au prix du marché en versant seulement une partie de la somme à l'achat et en remboursant le solde impayé à un taux d'intérêt de 1 p. cent dans le cadre d'une entente de financement de 25 ans. Ces conditions permettent aux pays des Caraïbes d'acheter jusqu'à 185 000 barils de pétrole par jour. Étant donné que Trinité et Tobago sont les îles les plus au sud des Caraïbes, le tourisme y est généralement limité, ce qui a un effet cumulatif sur l'économie. On prévoit une croissance économique de 3 à 3,5 p. cent au cours des cinq prochaines années grâce à l'élargissement d'un projet d'infrastructure destiné à augmenter les activités touristiques. Trinité-et-Tobago envisage actuellement d'accroître son utilisation des sources d'énergie renouvelable telles que l'énergie éolienne et l'énergie solaire.

La haute-commissaire a indiqué que, parmi les 60 représentants de la mission canadienne, environ 30 sont affectés aux questions d'immigration. Trinité-et-Tobago entretient de très bonnes relations avec le Canada et représente, autant pour les entrepreneurs canadiens que les investisseurs, un lieu d'affaires accueillant et stable. Par exemple, le Canada est le deuxième investisseur en importance au pays. Certaines restrictions sont imposées aux Canadiens qui souhaitent s'installer à Trinité-et-Tobago.

C. Visite de courtoisie à Son Excellence George Maxwell Richards, président de la République de Trinité-et-Tobago

Le président a immédiatement souligné les relations étroites qui existent entre Trinité-et-Tobago et le Canada depuis les débuts de la fédération canadienne. Il a mentionné que cette mission arrivait à point nommé étant donné qu'une visite ministérielle du Canada était en cours de préparation. Ces visites offrent de très bonnes occasions d'examiner les nouvelles avenues commerciales qui pourraient être exploitées, car la durée des réserves pétrolières de Trinité-et-Tobago est seulement évaluée à 10 à 12 ans. Le président a également signalé que le Canada et Trinité-et-Tobago ont d'excellentes relations en ce qui touche l'éducation, puisque de nombreux étudiants tirent profit des ententes en place pour venir étudier au Canada. Dans le domaine de l'éducation, le gouvernement de Trinité-et-Tobago offre l'enseignement gratuit aux étudiants postsecondaires, et un système de prêt étudiant est établi pour couvrir les coûts de logement.

Le président, qui agit également comme chef d'état-major de l'armée, a fait remarquer que toute forme d'aide du Canada serait la bienvenue, particulièrement pour les activités de la Garde côtière visant à décourager les cartels de la drogue à utiliser Trinité-et-Tobago comme plateforme pour l'expédition de drogues dans le monde entier vu sa proximité avec le Venezuela, d'où proviennent les drogues.

Les délégués canadiens ont échangé leurs points de vue avec le président sur les débouchés commerciaux existants, l'aménagement des infrastructures pour accroître le tourisme et le fait que l'éducation est la pierre angulaire du développement d'un pays. Tous étaient d'accord pour dire que l'éducation ouvre des possibilités. La sécurité à Trinité demeure une question à régler. Il faut également développer le tourisme. La délégation a exprimé sa reconnaissance envers le gouvernement de Trinité-et-Tobago pour avoir ratifié le Traité d'Ottawa, connu également sous le nom de Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, et pour avoir refusé d'envoyer des troupes en Afghanistan.

D. Visite de courtoisie aux coprésidents de la section de Trinité-et-Tobago de l'Association parlementaire du Commonwealth

La délégation canadienne a rencontré les coprésidents du Sénat, soit l'honorable Timothy Hamel-Smith, sénateur, et l'honorable Wade Mark, député et président de la Chambre des représentants. Tous deux coprésidents la section de Trinité-et-Tobago de l'APC. Ils ont expliqué que, lors des dernières élections générales de 2010, 41 députés ont été directement élus par la population et que, sur les 31 sénateurs, 16 ont été nommés sur avis de la première ministre, neuf ont été désignés par le président et six ont été nommés par le président sur avis du chef de l'opposition. Des travaux de rénovation de l'édifice du Parlement sont en cours, et on a demandé l'avis du Parlement

canadien sur la façon de procéder de manière efficace au niveau des coûts. De plus, la Chambre des représentants et le Sénat partagent actuellement la même Chambre, mais veulent tous deux disposer de leur propre Chambre à l'issue du processus de rénovation. Le Parlement de Trinité-et-Tobago cherche à atteindre sa pleine autonomie par rapport au pouvoir exécutif (c.-à-d. avec un budget distinct) et tentera de mettre en place une nouvelle structure de gestion, de terminer la rénovation de l'édifice du Parlement et de modifier ses ordres permanents avant la fin du mandat actuel en 2015. Le pouvoir législatif pourrait modifier la constitution pour tenir des élections à dates fixes, limiter à deux le nombre maximal de mandats d'un président, établir un mécanisme de rappel à l'intention des députés tout comme celui en place dans certaines parties du Canada et prévoir davantage de référendums pour consulter la population au sujet des questions clés. En outre, Trinité veut améliorer ses relations avec Tobago pour résoudre la question de pleine autonomie qui est parfois mise de l'avant par Tobago.

La délégation canadienne a expliqué qu'il existe des similarités entre le Canada et Trinité-et-Tobago, notamment en ce qui touche la quête de la province de Québec pour obtenir son indépendance, la rénovation des édifices du Parlement et la réforme des institutions. Pour ce qui est de la réforme du Sénat au Canada, la délégation a précisé que le Canada dispose de plusieurs options, allant d'un Sénat élu à son élimination complète. On a fait remarquer que le Sénat représente toujours les provinces et s'assure que les peuples autochtones ont une voix au Sénat. On a également mis l'accent sur le fait que certains sénateurs ne sont pas des politiciens et sont reconnus comme des spécialistes dans leur domaine.

Les délégués ont aussi échangé leurs points de vue avec les deux coprésidents sur les conditions de prorogation, la durée du mandat des sénateurs et des députés, et le nombre approprié de mandats pour le dirigeant d'un pays.

Le Président Mark a ensuite mentionné que, lors des dernières élections à Trinité-et-Tobago et pour la première fois dans une démocratie moderne, plutôt que d'avoir plusieurs partis politiques se faisant concurrence pour obtenir la majorité des sièges, le parti au pouvoir était opposé à une coalition de cinq différents partis ayant chacun une plateforme distincte et leur propre dirigeant. La coalition a finalement gagné les élections et sa chef est devenue la première ministre. Selon lui, si la coalition est en mesure de rester au pouvoir jusqu'à la fin de son mandat en 2015, il s'agira d'un cas type idéal sur lequel les politicologues pourront se pencher. Il a clos la réunion en ajoutant que Trinité-et-Tobago accueillera la Conférence des présidents des parlements du Commonwealth de 2012.

E. Rencontre avec des dirigeants d'entreprises canadiens à Trinité-et-Tobago

La délégation a rencontré quatre entrepreneurs canadiens installés à Trinité-et-Tobago avec qui elle a échangé des points de vue sur les perspectives du monde des affaires et les divers marchés de Trinité-et-Tobago.

On a expliqué que la crise financière globale et l'arrivée d'un nouveau gouvernement à Trinité-et-Tobago ont eu un effet cumulatif sur la façon de faire des affaires à Trinité-et-Tobago, qui est devenue un environnement très difficile pour les investisseurs. Néanmoins, les Canadiens sont considérés comme de bons partenaires commerciaux

en raison de leur excellence en matière de savoir-faire et d'éthique des affaires. Cependant, certaines raisons particulières semblent entraver la capacité de créer des possibilités d'affaires à Trinité-et-Tobago. L'arrivée d'un nouveau gouvernement, qui a décidé d'examiner les méthodes d'attribution des contrats gouvernementaux sous le précédent gouvernement, a eu pour effet d'interrompre tous les projets. La difficulté de trouver de la machinerie lourde et des opérateurs qualifiés a créé des obstacles dans certaines industries. Le délai nécessaire à la signature des contrats avec le gouvernement ou à l'obtention d'un permis de travail pour les travailleurs expatriés contribue également à ce climat d'affaires difficile.

F. Rencontre avec le ministre de la Sécurité nationale de Trinité-et-Tobago

Les délégués ont rencontré l'honorable Martin Joseph, ministre de la Sécurité nationale et sénateur, avec qui ils ont échangé des points de vue sur de nombreux sujets. Le ministre Martin a indiqué que la situation politique et économique était stable et que Trinité-et-Tobago devrait être considérée par les investisseurs étrangers comme un endroit idéal pour faire des affaires. Il a précisé que les travailleurs expatriés n'ont pas besoin d'obtenir un permis de travail s'ils ne prévoient pas travailler à Trinité-et-Tobago plus de 30 jours et qu'il est possible de délivrer des permis de travail pour une plus longue période si la situation le justifie.

Il a signalé que le gouvernement a mis sur le marché onze blocs de forage pour l'exploration pétrolière et que trois d'entre eux ont déjà été acquis, mais qu'aucune entreprise canadienne n'avait pris part au processus d'adjudication. Il a également mentionné que le gouvernement a pour politique d'honorer les contrats qu'il signe même si les signataires sont des entreprises ou investisseurs étrangers.

G. Rencontre avec le ministre du Tourisme et le ministre des Affaires étrangères de Trinité-et-Tobago

La délégation a rencontré M. Stephen Cadiz, ministre du Tourisme, et M. Surujrattan Rambachan, ministre des Affaires étrangères. M. Cadiz a mentionné que Trinité-et-Tobago a toujours entretenu d'excellentes relations avec le Canada depuis qu'elle est devenue une république en 1976 et longtemps avant. Environ 100 000 personnes de Trinité-et-Tobago vivent au Canada, principalement à Toronto. Le Parlement du Canada est une source d'inspiration quant à la conduite de ses débats, du fait que tous ont la chance d'exprimer leur point de vue. Le ministre a recommandé l'application des ordres permanents. Il a également ajouté que, depuis l'entrée en fonction du nouveau gouvernement, la population a suivi étroitement les débats et qu'environ 20 % d'entre elle regarde les débats à la télévision.

En ce qui concerne le tourisme, le ministre a expliqué que Trinité-et-Tobago tente d'abord d'attirer les écolo-touristes qui cherchent des voyages tout compris avec un hébergement de classe intermédiaire, et qu'elle élargira ensuite les services offerts en conséquence. Le Carnaval attire également beaucoup de touristes.

La délégation canadienne a poursuivi sur le sujet en précisant que les Canadiens n'hésitent pas à parcourir de longues distances lorsqu'ils partent en vacances et qu'ils vont principalement dans des pays hispanophones comme le Mexique, Cuba et la République dominicaine, alors qu'ils pourraient également se rendre dans un pays

anglophone comme Trinité-et-Tobago. Il semble qu'ils ne connaissent pas suffisamment le pays pour faire le saut et effectuer leurs réservations de voyage à cet endroit.

La délégation canadienne a indiqué au ministre que M. Mervin Tweed fera office de point de contact entre Trinité-et-Tobago et le Canada pour les questions devant être portées à l'attention du gouvernement canadien. La délégation canadienne a mentionné que la valeur des exportations du Canada vers Trinité-et-Tobago se chiffre à environ 500 millions de dollars et que les deux pays devraient essayer d'accroître leurs relations commerciales, pourvu qu'il y ait des garanties de respect des contrats et de paiement des fournisseurs. Tous les regards sont actuellement tournés vers la négociation de l'accord de libre-échange entre la Communauté des Caraïbes (Caricom) et le Canada.

M. Rambachan a commencé en affirmant que Trinité-et-Tobago jouit d'une bonne réputation en tant que partenaire commercial et qu'elle paie ses fournisseurs et honore ses contrats, mais a ajouté que ces exigences s'appliquent également aux fournisseurs qui font affaire avec le gouvernement. Il a signalé qu'il espère que l'accord de libre-échange soit signé d'ici la fin de 2011. Il a précisé que les principaux projets d'infrastructure, notamment la construction de deux hôpitaux et de routes, étaient à l'étude et que certaines entreprises canadiennes souhaiteraient peut-être participer à ceux-ci. Cependant, il a souligné qu'Exportation et développement Canada (EDC) devrait faire preuve d'une plus grande souplesse concernant ses critères de financement de projets comme elle le fait avec la Chine. Il a mentionné que Trinité-et-Tobago est le premier producteur de méthanol au monde et que le pays possède une vaste expérience internationale du travail avec de grandes entreprises comme BP ou BHP. Du côté canadien, il a indiqué que Trinité-et-Tobago aura quatre consuls honoraires au Canada et qu'elle veut ouvrir un bureau commercial à Vancouver.

H. Rencontre avec le chef de l'opposition

La délégation a rencontré l'honorable Keith Rowley, député et chef de l'opposition, avec qui elle a échangé des points de vue sur le tourisme, le commerce et l'Association parlementaire du Commonwealth. M. Rowley a précisé que près du tiers de la population totale participe au Carnival de Trinité-et-Tobago et qu'il est dommage que si peu de touristes viennent durant cette période.

Pour ce qui est du commerce, M. Rowley, anciennement ministre du Commerce, a pris part aux pourparlers qui ont mené à l'accord de libre-échange entre Trinité-et-Tobago et l'Union européenne. Pendant ceux-ci, un des problèmes rencontrés fut la réouverture des négociations des contrats d'acquisition au niveau de la Caricom en vue de laisser le marché complètement ouvert. La filiale d'une entreprise mondiale pouvait ainsi utiliser les ressources de la société mère, ce qui rendait très difficile pour les entreprises locales de faire concurrence. Il a mentionné que le Canada est considéré comme un bon partenaire en matière de négociation parce qu'il respecte ses partenaires et sait faire preuve d'une certaine souplesse. Il a fait remarquer que le Canada a un intérêt à l'égard du développement de Trinité-et-Tobago compte tenu du nombre de personnes qui présentent une demande pour immigrer au Canada.

En ce qui a trait au tourisme, M. Rowley estime qu'il n'y a pas suffisamment de vols qui arrivent à Trinité-et-Tobago en partance de destinations internationales et qu'il faut

lancer des campagnes de marketing plus efficaces pour attirer le tourisme, particulièrement pendant le Carnaval.

M. Rowley a ensuite donné plus de détails concernant la question de la sécurité qui semble poser un grave problème en raison du trafic de la drogue dans la région. Il a indiqué qu'il aurait préféré que l'on affecte une personne du pays au poste de commissaire de police aux côtés du sous-commissaire canadien plutôt que de nommer deux Canadiens. La connaissance des lieux est importante pour la formation des forces policières. Selon lui, si la question de la sécurité ne se règle pas, certaines des têtes dirigeantes de la société se sentiront peut-être menacées et quitteront Trinité-et-Tobago, ce qui aura pour effet d'appauvrir les Caraïbes. Il a recommandé d'accroître les relations au niveau parlementaire entre Trinité-et-Tobago, le Canada et les États-Unis.

Lorsque la délégation lui a demandé si un membre de l'opposition de Trinité-et-Tobago participerait à la conférence de l'APC en juillet 2011, M. Rowley a répondu qu'il prévoyait y assister.

I. Visite de courtoisie à la première ministre de la République de Trinité-et-Tobago

La délégation a rencontré la très honorable Kamla Persad-Bissessar, première ministre de la République de Trinité-et-Tobago élue en mai 2010, et également septième personne et première femme à occuper ce poste. La première ministre a indiqué qu'elle a rencontré le premier ministre du Canada à l'Organisation des Nations Unies et qu'il semblait avoir une position claire sur ses objectifs pour le Canada et se concentrer sur leur réalisation. Elle a mentionné qu'un des plus grands hôtels de Tobago a fermé ses portes et cherche à trouver des investisseurs, possiblement canadiens. De plus, à la satisfaction des délégués canadiens, elle a donné l'assurance formelle que Trinité-et-Tobago honore tous ses contrats et paie les fournisseurs comme il se doit.

Le chef de la délégation canadienne a fait part de ses commentaires au sujet des différences entre le fait de former une coalition d'opposition au cours du mandat d'un gouvernement et de présenter aux électeurs une coalition comme un choix potentiel de gouvernement. La première ministre a convenu de ces différences et a précisé que la seule solution dont elle disposait pour devenir la nouvelle première ministre était de former une coalition de cinq partis politiques avant la tenue des dernières élections. Le chef de la délégation canadienne a signalé que Trinité-et-Tobago est le deuxième investisseur commercial en importance dans les Caraïbes après Cuba et qu'il faudrait accroître les relations entre les deux pays. Il a fait remarquer que M. Merv Tweed est le point de contact au Parlement pour Trinité-et-Tobago concernant les questions liées au tourisme.

La délégation a indiqué qu'elle espère pouvoir bientôt créer des débouchés pour les entrepreneurs canadiens dans un contexte commercial stable et sécuritaire, mais a ajouté qu'il était nécessaire d'améliorer les liaisons aériennes entre le Canada et Trinité-et-Tobago.

J. Rencontre avec l'Association des fabricants de Trinité-et-Tobago

Les délégués ont rencontré le président de l'Association des fabricants de Trinité-et-Tobago (TTMA), M. Greig Laughlin, et son directeur, M. Trevor Townsend. La TTMA a

été fondée en 1956 et comprend environ 400 membres aujourd'hui. Elle favorise et encourage la croissance et le développement de l'industrie manufacturière de Trinité-et-Tobago et y contribue. Elle représente également l'industrie auprès du gouvernement et assure la surveillance des lois visant les fabricants. De plus, l'Association des fabricants se charge de stimuler l'expansion du marché à l'échelle régionale et internationale en organisant des foires commerciales locales, régionales et internationales, des expositions et des missions commerciales à l'étranger.

La TTMA encourage tous ses membres à avoir recours à des méthodes de fabrication et de formation modernes. Elle concentre également ses efforts pour aider les fabricants locaux à respecter les normes en matière de sécurité, de relations de travail, de salaire et d'avantages, de communications, de relations publiques et de publicité. En outre, elle fournit de l'aide pour l'obtention de marchés dans le secteur des matières premières et des produits finis et pour la recherche de partenaires d'investissement pour ses membres.

Vu l'importante participation de la TTMA aux négociations de l'accord de libre-échange entre le Canada et Trinité-et-Tobago, les deux représentants ont précisé qu'il a fallu huit ans pour conclure l'accord de libre-échange avec l'UE en raison de la façon dont les négociations ont été menées par Cariforum au nom de la Caricom et du processus axé sur le consensus. Le Canada est le quatrième partenaire commercial en importance de Trinité-et-Tobago (pétrole et gaz, pâtes alimentaires, jus et textiles). Dans le cadre des négociations de l'accord de libre-échange, le Canada veut imposer des normes environnementales, ce qui ne présente aucun problème pour Trinité-et-Tobago, mais qui pourrait en poser un pour d'autres membres de la Caricom. Actuellement, certaines marchandises sont exportées au Canada en franchise de droits conformément à une exemption qui a fait l'objet d'un accord à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Lorsque cette exemption cessera d'être en vigueur à la fin de 2011, le Canada devra imposer des droits de douane sur ces marchandises, ce qui est problématique pour Trinité-et-Tobago, qui perdra l'avantage concurrentiel apporté par celles-ci. Si le Canada demande à l'OMC de prolonger l'exemption des droits, il devra faire de même avec d'autres pays et ne semble pas prêt à s'engager dans cette voie à l'heure actuelle.

La délégation a expliqué qu'il est difficile pour le Canada de négocier des accords de commerce avec des groupes de pays et que la priorité est accordée (à l'exception de l'accord économique amélioré Canada-UE qui est en cours de négociation) aux négociations commerciales bilatérales.

Un des représentants de la TTMA a précisé que, depuis la mise en place du nouveau gouvernement, le règlement des factures est problématique et que le gouvernement peut prendre jusqu'à six mois pour les payer. Le délai, qui doit être pris en compte dans le coût de production des biens ou services, entraîne généralement un accroissement du coût final. La perception des impôts est un autre problème auquel fait face Trinité-et-Tobago. En raison du très faible nombre d'entreprises informatisées, le gouvernement peut difficilement calculer le montant des impôts que celles-ci doivent lui payer.

K. Rencontre avec les représentants des îles Vierges britanniques, de Grenade et de Trinité-et-Tobago

La délégation a rencontré M. Orlando Smith, député et chef de l'opposition des îles Vierges britanniques (IVB), l'honorable George James Mc Guire, député et président de la Chambre des représentants de Grenade, et l'honorable Wade Mark, président de la Chambre des représentants de la République de Trinité-et-Tobago. Les participants ont indiqué que les réunions multilatérales sont très utiles, car elles permettent l'échange de pratiques exemplaires, mais se questionnaient sur la façon de transférer ces pratiques exemplaires du contexte de l'APC aux gouvernements participants. M. Smith a signalé qu'aux IVB le législateur peut autoriser une sortie de fonds pour un besoin particulier (p. ex. si un citoyen manque d'argent pour couvrir ses frais hospitaliers). En se fondant sur son expérience, il a expliqué que, en règle générale aux Seychelles, les gens demandent directement à leur propre député, mais finissent souvent par payer la facture de leurs propres poches.

Les participants ont discuté au sujet de la proposition présentée à l'APC par le Canada concernant la rotation régionale des postes de direction au Secrétariat général. Il semble que l'APC est souvent présidée par les mêmes pays et que de plus en plus de pays se sentent exclus. Le système de rotation proposé par le Canada permettrait aux régions d'occuper ces postes clés à tour de rôle.

M. Mark a mentionné qu'il existe de formidables débouchés commerciaux entre le Canada et Trinité-et-Tobago en raison de la relation historique qui lie les deux pays depuis plus de 100 ans. Il doutait que l'accord de libre-échange entre le Canada et Trinité-et-Tobago soit conclu d'ici la fin de 2011, puisque les membres de Caricom ne seront peut-être pas eux-mêmes en mesure d'arriver à un consensus

M. McGuire était d'accord avec M. Mark et a précisé qu'il est difficile pour les négociateurs d'accords de libre-échange de voyager vu les ressources limitées mises à leur disposition. M. Smith a indiqué que le recours aux vidéoconférences pourrait réduire la nécessité de tenir des rencontres en personne et les coûts pour tous les participants et que cette option devrait être examinée. M. McGuire a signalé qu'une certaine forme d'aide pourrait s'avérer nécessaire afin d'accéder à quelques nouveaux produits prometteurs sur le marché canadien tels que la muscade (utilisée comme ingrédient dans les antidouleurs naturels).

M. Mark a expliqué que la crise financière mondiale a touché très durement Trinité-et-Tobago, mais que le pays dispose d'un fonds du patrimoine de trois milliards de dollars TT (environ 500 millions de dollars canadiens) et qu'il lui faudra peut-être commencer à l'utiliser pour stimuler l'économie locale. Un des problèmes est que les produits locaux sont exportés et que les produits de consommation nationale sont importés, ce qui a pour effet d'augmenter le coût de la vie en règle générale. De plus, il a fait remarquer que le commerce de la drogue dans la région constitue une grave menace, non seulement pour la sécurité de la population, mais également pour la démocratie, car l'argent qui en est issu pourrait servir à soudoyer des agents publics, la magistrature ou des politiciens, ce qui amplifierait le problème. Par conséquent, il est absolument nécessaire de faire la promotion de la démocratie.

La délégation canadienne a précisé que le Canada avait récemment ratifié un accord de libre-échange avec la Colombie pour améliorer le commerce, mais aussi la démocratie. On a également proposé que le gouvernement de Grenade approche des

compagnies aériennes américaines pour leur offrir des subventions incitatives afin d'attirer le tourisme au pays. M. McGuire a expliqué que Grenade est moins tentée par l'expérience, puisque, dans le passé, certains entrepreneurs étrangers que le gouvernement avait aidés à entreprendre la construction d'hôtels ont quitté le pays après avoir reçu leurs subventions, laissant ainsi le projet inachevé. Toutefois, il se demandait si le programme d'aménagement de 600 millions de dollars que le Canada a mis en place dans la région pourrait être utilisé pour les projets qui sont davantage axés sur le commerce.

M. McGuire a insisté sur le fait que les citoyens de Grenade ont besoin d'un visa pour entrer au Canada depuis la fraude survenue il y a six ans où de faux passeports donnant accès au Canada ont été vendus. Il a donné à la délégation canadienne l'assurance que les activités frauduleuses avaient maintenant cessé et que tous les faux passeports en circulation à l'époque avaient été découverts et qu'ils sont tous expirés. Dans le passé, 200 habitants de Grenade se rendaient au Canada pour y travailler temporairement, mais en raison de la restriction imposée sur les visas, leur nombre a maintenant chuté à dix, ce qui cause un problème économique pour l'île. Il a dit souhaiter que Grenade revienne à son niveau initial lorsque les exigences relatives aux visas seront levées. Pour ce qui est de l'énergie, M. McGuire a expliqué que Grenade ne peut dépendre des pays membres de l'OPEP et qu'elle examine actuellement d'autres sources d'énergie solaire, éolienne et géothermique, notamment un ambitieux projet géothermique dans le cadre duquel le mont St-Catherine, un volcan, pourrait produire de 30 à 60 mégawatts d'électricité.

L. Rencontre avec le ministre de la Science, de la Technologie et de l'Éducation supérieure de Trinité-et-Tobago

La délégation a rencontré l'honorable Fazal Karim, député et ministre de la Science, de la Technologie et de l'Éducation supérieure. Il a mentionné avoir été enseignant à tous les niveaux pendant toute sa vie, avoir beaucoup voyagé, avoir étudié à l'étranger et essayer aujourd'hui de fournir aux citoyens de Trinité-et-Tobago les meilleurs outils d'éducation disponibles. Il a précisé que les relations très étroites entre le Canada et Trinité-et-Tobago permettent à de nombreux étudiants d'obtenir des bourses de l'ACDI pour leurs études. Il a proposé d'envisager des programmes d'échange avec les universités des provinces maritimes. La délégation a indiqué que le Canada délivre en moyenne 800 visas d'étudiants par année et que l'Université West Indies a conclu une entente de coopération avec environ 20 universités canadiennes.

M. Karim a parlé d'un programme intitulé Réseau du savoir et de l'apprentissage des Caraïbes (CKLN), projet multilatéral appuyé par l'OEA, la Banque mondiale, l'Union européenne et l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Le projet a été lancé par la Communauté des Caraïbes (Caricom) et l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECS) en 2004. Il vise à améliorer la compétitivité des pays caribéens en utilisant les technologies de l'information et des communications pour relier les Caraïbes au bassin mondial de connaissances, en perfectionnant les ressources humaines et en facilitant une meilleure intégration au niveau régional. Il a également expliqué le concept des « bourses d'études ouvertes » décernées aux étudiants les plus talentueux et les plus brillants de Trinité-et-Tobago pour étudier dans un pays de leur choix, partout dans le monde (sous réserve de l'approbation de

l'université choisie), grâce au soutien du gouvernement, qui paiera le montant total des droits de scolarité et offrira également une aide financière sous forme de prêts étudiants pour couvrir d'autres dépenses.

Il a parlé de deux projets mis en place pour fournir davantage d'information à la population concernant l'éducation, par le biais d'autobus qui circulent dans les rues du pays. Le premier donne des renseignements sur l'avancement de la technologie et l'autre, sur les programmes d'enseignement offerts à la population. Le deuxième est inspiré par une initiative similaire dont le ministre a pris connaissance lors d'un séjour au Canada.

Le chef de la délégation a précisé, en donnant l'Université de la Colombie-Britannique comme exemple, que de plus en plus d'universités canadiennes n'ont pas d'autres choix que d'établir des liens entre leurs connaissances dans le domaine de la recherche et la réalité des divers marchés. La délégation a indiqué que le Canada collabore à cette fin avec l'Université de Trinité-et-Tobago et l'Institut des sciences, technologies et arts appliqués de Trinité-et-Tobago (COSTAATT).

Il a également proposé d'accroître le nombre de bourses d'études octroyées par les pays du Commonwealth et, à ce titre, il a souligné que le nombre de bourses d'études décernées par le Canada est passé de 15 en 2008 à plus de 50 en 2010. De plus, il a mentionné qu'il existe des bourses de recherche.

La délégation a aussi mis en évidence un projet particulier intitulé Smartpark Development Corporation, qui a été élaboré par l'Université du Manitoba. Il s'agit d'une corporation filiale de l'Université du Manitoba. À titre d'entité juridique distincte de l'Université qui possède son propre conseil d'administration, la corporation a pour mandat d'aménager 100 acres de terrain appartenant à l'Université pour y installer un parc de recherche et de technologie. La vision Smartpark consiste à « établir une communauté d'innovateurs » au sein de l'Université du Manitoba en aménageant des terrains et des locaux à des fins de locations par des entreprises et organisations de recherche et de technologie dont les travaux portent sur les grands domaines de recherche dans lesquels l'Université possède une expertise.

En outre, le Canada examine attentivement les possibilités futures ayant trait à l'énergie dans d'autres pays tels que la Chine, l'Arabie saoudite et l'État d'Arizona pour ne nommer que ceux-là. La délégation a indiqué que Trinité-et-Tobago devrait envisager l'énergie solaire même si l'investissement initial peut être plus substantiel que pour les autres sources d'énergie renouvelable.

La délégation a fait remarquer que la question de l'éducation pourrait également être intégrée aux négociations de l'accord de libre-échange entre le Canada et Trinité-et-Tobago.

Lorsque le ministre a fait part de son idée de créer un programme de formation national dans les métiers pour permettre aux personnes n'ayant pas reçu une formation universitaire d'obtenir un diplôme dans un métier donné, la délégation a précisé que, grâce au programme du Sceau rouge en place au Canada, les gens de métier peuvent exercer leur métier dans d'autres provinces ou territoires sans devoir passer des examens supplémentaires, ce qui accroît la mobilité de la main-d'œuvre au Canada et

permet d'économiser du temps et des ressources en éliminant la nécessité d'organiser des examens multiples. L'expression « mobilité de la main-d'œuvre » signifie que les travailleurs qualifiés pour exercer une profession particulière dans une province ou un territoire ont accès à des possibilités d'emploi similaires dans toute autre province ou tout autre territoire au Canada. Ressources humaines et Développement des compétences Canada et ses partenaires s'efforcent d'harmoniser les normes professionnelles nationales pour que les travailleurs aient accès à des emplois partout au Canada.

Pour conclure, les membres de la délégation tiennent à exprimer leurs sincères remerciements à l'honorable Timothy Hamel-Smith, sénateur et président du Sénat; à l'honorable Wade Mark, député et président de la Chambre des représentants, ainsi qu'aux parlementaires et au personnel des parlements de Trinité-et-Tobago pour leur participation active à l'élaboration et à la mise en œuvre du programme et leur généreuse hospitalité pendant la visite. Ils remercient en outre vivement l'ambassadrice Karen McDonald, haute-commissaire du Canada à Trinité-et-Tobago et son personnel de leur aide inestimable au cours de cette visite bilatérale

Respectueusement soumis,

M. Russ Hiebert, député,
et président,
Section canadienne de
l'Association parlementaire du
Commonwealth (APC)

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Section canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth (APC)
ACTIVITÉ	Visite bilatérale à Trinité-et-Tobago
DESTINATION	Port d'Espagne, Trinité-et-Tobago
DATES	Du 19 au 24 février 2011
DÉLÉGATION	
SÉNAT	Sénatrice Elizabeth Hubley Sénateur Donald Plett
CHAMBRE DES COMMUNES	M. Russ Hiebert, député, président M. Jim Maloway, député M. Merv Tweed, député
PERSONNEL	M. Philippe Méla, secrétaire par intérim
TRANSPORT	7 543,34\$
HÉBERGEMENT	8 707,28 \$
HOSPITALITÉ	125,40 \$
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	1 125,90 \$
CADEAUX OFFICIELS	1 088,80 \$
DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION	27,00 \$
TOTAL	18 617,72 \$